

Art. 8. De begrotingskredieten betreffende de prijs van journalistiek van het Parlement van de Franse Gemeenschap worden uitgetrokken op de werkingsbegroting van het Parlement.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Voorstel tot decreet, nr. 587-1 – Commissieverslag, nr. 587-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 587-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 31 januari 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/001405]

1^{er} FEVRIER 2024. — Décret en matière de subventionnement des activités EVRAS à destination des jeunes (1)

Le Parlement a adopté, et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit.

CHAPITRE I^{er}. — *Objet et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret a pour objet de fixer les modalités du subventionnement des activités d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) dans le secteur de la jeunesse.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° accord de coopération : accord de coopération du 7 juillet 2023 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la généralisation de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle ;

2° activités EVRAS : tel que défini à l'article 2, 2°, de l'accord de coopération ;

3° EVRAS en jeunesse : toute activité EVRAS, telle que définie à l'article 2, 2°, de l'accord de coopération, ainsi que la réalisation d'outils spécifiques à l'EVRAS, au bénéfice des jeunes au sein des organisations de jeunesse agréées et les groupements de jeunesse reconnus en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse et des centres de rencontres, les centres d'hébergement et les centres d'information des jeunes agréés en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations ;

4° EVRAS : tel que défini à l'article 2, 1°, de l'accord de coopération ;

5° guide pour l'EVRAS : tel que défini à l'article 2, 9°, de l'accord de coopération ;

6° opérateurs jeunesse : il s'agit :

a) des organisations de jeunesse agréées et les groupements de jeunesse reconnus en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;

b) des centres de jeunes agréés en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations ;

7° outils spécifiques à l'EVRAS : supports pédagogiques qui permettent d'appuyer des activités EVRAS et/ou des formations d'animateurs et animatrices EVRAS.

CHAPITRE II. — *De l'organisation des appels à projets annuels*

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement lance un appel à projets annuel, intitulé « EVRAS en jeunesse », pour encourager la réalisation d'activités d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) auprès des opérateurs jeunesse.

§ 2. Le Gouvernement fixe la procédure et les modalités de l'appel à projets.

CHAPITRE III. — *Des bénéficiaires*

Art. 4. § 1^{er}. Peuvent bénéficier d'une subvention dans le cadre de l'appel à projets :

1° les opérateurs disposant du label « EVRAS » tels que visés à l'article 9, § 1^{er}, de l'accord de coopération ;

2° les opérateurs jeunesse, pour autant que ceux-ci fassent appel à un partenariat avec un ou plusieurs opérateurs disposant du label « EVRAS » tels que visés à l'article 9, §§ 1^{er} et 2, 1°, de l'accord de coopération.

§ 2. Les opérateurs visés au paragraphe 1^{er}, 2°, s'engagent à assurer un traitement sécurisé des données susceptibles d'être recueillies dans le cadre de leurs activités et à ne faire aucun usage commercial de ces données.

CHAPITRE IV. — *Des Projets*

Art. 5. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une subvention dans le cadre de l'appel à projets annuel, les projets doivent s'inscrire dans au moins un des axes d'actions suivants :

1° réalisation d'activités EVRAS qui comprend au moins l'une des activités suivantes :

a) animations EVRAS : on entend par « animation EVRAS » toute activité menée à l'intention du public des opérateurs jeunesse ou de tout autre organisme touchant directement les jeunes, à l'exception du secteur de l'enseignement, qui s'inscrit dans un ou plusieurs des objectifs définis à l'article 3 de l'accord de coopération et une ou plusieurs thématiques et l'ensemble des contenus visés à l'article 4 de l'accord de coopération ;

b) formation d'animateurs et animatrices EVRAS : toute activité telle que définie à l'article 16 de l'accord de coopération menée à l'intention des animateurs et animatrices volontaires ou professionnel-le-s, actuel-le-s ou en devenir, au sein des opérateurs jeunesse, et qui vise à :

i. soit sensibiliser aux enjeux de l'EVRAS ;

ii. soit donner les outils, compétences et connaissances, pour aborder un ou plusieurs des objectifs définis à l'article 3 et une ou plusieurs thématiques et l'ensemble des contenus visés à l'article 4 de l'accord de coopération ;

iii. soit réaliser les activités visées aux points i) et ii) ;

2° réalisation d'outils spécifiques à l'EVRAS : il peut s'agir du développement d'outils existants ou de la création de nouveaux outils.

§ 2. Le cas échéant, le Gouvernement détermine une orientation prioritaire annuelle pouvant être suivie par les opérateurs. Cette orientation prioritaire est basée sur l'analyse des appels à projets précédents ou est fondée sur des problématiques sociétales émergentes.

CHAPITRE V. — *De la recevabilité et de la sélection des projets*

Art. 6. Pour être recevable dans le cadre de l'appel à projets, le dossier de présentation du projet doit comprendre les éléments suivants :

1° l'identification et les coordonnées de l'opérateur porteur du projet, une présentation de celui-ci et son objet social ;

2° une présentation détaillée du projet précisant :

a) l'objectif général ;

b) les actions prévues ;

c) l'axe ou les axes d'actions dans le(s)quel(s) s'inscrivent les actions ;

d) la méthodologie développée pour réaliser les actions ;

e) le calendrier des phases du projet ;

f) l'éventuelle approche spécifique du public ;

g) le public cible et la couverture géographique des actions prévues ;

h) le type d'encadrement proposé ;

i) la pertinence du projet au regard des objectifs de l'EVRAS, tels que précisés à l'article 3 de l'accord de coopération ;

j) l'implication des jeunes dans le projet ;

k) le caractère novateur du projet ;

l) l'impact escompté ainsi que les indicateurs permettant d'évaluer la portée et l'efficacité des actions ;

m) une description de l'équipe et des compétences sur lesquelles s'appuie l'action de l'opérateur pour assurer les actions ;

n) un budget prévisionnel en recettes et dépenses du projet, ainsi que le montant de la subvention sollicitée ;

o) pour les opérateurs visés à l'article 4, § 1^{er}, 2° : l'identification du ou des prestataires partenaire titulaires du label ;

p) si un partenariat est envisagé : la confirmation écrite de l'accord de partenariat entre les associations partenaires, sous forme de convention de partenariat, suivant le modèle mis à disposition par le Gouvernement.

3° tout projet promeut la recherche du choix libre et éclairé, la lutte contre l'exclusion, le rejet du dogmatisme et de toute discrimination, l'égalité des genres et des sexes, la défense de la démocratie et de la citoyenneté.

4° l'opérateur doit démontrer que le projet présente un caractère extraordinaire par rapport aux démarches quotidiennes et récurrentes de l'action de base de l'opérateur telles que prévues dans son plan quadriennal ou ses missions classiques d'agrément.

Art. 7. Chaque opérateur ne peut déposer qu'un seul projet dans le cadre de l'appel à projets.

Art. 8. § 1^{er}. L'analyse des projets se fait sur base des critères de sélection suivants :

1° l'adéquation du projet aux conditions cadres de l'appel à projets (objectifs, objectifs de l'EVRAS, public cible et type d'activités) ;

2° l'opportunité du projet, à savoir sa pertinence ainsi que l'impact escompté ;

3° la maturité du projet, à savoir les méthodes d'organisation, le type d'encadrement ou encore les indicateurs permettant d'évaluer la portée et l'efficacité des actions développées ;

4° la visée coopérative du projet et l'implication des jeunes dans le projet ;

5° l'analyse budgétaire, à savoir l'adéquation entre le montant sollicité et le coût des activités programmées.

§ 2. Le Gouvernement peut imposer des conditions supplémentaires accessoires à respecter par l'opérateur dont le projet est subventionné.

CHAPITRE VI. — *Du financement des projets*

Art. 9. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, la subvention octroyée est destinée à couvrir les frais d'organisation, des activités subventionnées, en ce compris, le cas échéant, le défraiement du prestataire labellisé EVRAS en jeunesse, pour autant que le projet ait été sélectionné dans le cadre de ce présent appel à projets, et non pas le fonctionnement structurel de l'organisme.

§ 2. Le montant maximum de la subvention est de sept mille cinq cents euros. Le Gouvernement peut adapter ce montant en tenant compte des moyens budgétaires disponibles.

Le montant de la subvention ne peut dépasser les coûts réels engendrés par le projet.

En cas d'insuffisance des crédits disponibles, le montant des subventions est diminué de manière proportionnelle.

§ 3. Le soutien financier peut couvrir les frais suivants :

1° frais de personnel liés au développement du projet, pour autant qu'ils soient pour partie pris en charge, soit, par l'opérateur lui-même, soit, par un autre pouvoir subsidiant ;

2° frais de fonctionnement exclusivement liés au développement du projet:

a) frais administratifs ;

b) frais de publicité ;

c) frais de location des installations nécessaires à l'organisation du projet ;

d) frais de location d'équipement et de matériel nécessaires à l'organisation du projet ;

e) frais d'assurance propres à l'organisation du projet ;

f) frais de déplacement du personnel encadrant.

§ 4. Outre les coûts non liés à la mise en œuvre de l'action proposée, les coûts non inclus dans le budget prévisionnel et les coûts encourus avant que la subvention ne soit accordée, ne seront pas pris en compte :

1° les dépenses encourues en dehors des États membres de l'UE et des pays de l'EEE ;

2° les coûts du capital investi ;

3° les provisions pour pertes ou dettes futures éventuelles ;

4° les intérêts débiteurs ;

5° les dettes ;

6° les créances douteuses ;

7° les pertes de change ;

8° les apports en nature ;

9° les dépenses démesurées ou inconsidérées.

§ 5. L'opérateur est autorisé, dans le cadre de son projet, à recevoir d'autres subventions. Cependant, les dépenses qui auront déjà été subventionnées par ailleurs ne peuvent être produites comme justification de dépenses éligibles.

§ 6. Les modalités de l'aide financière attribuée sont déterminées par le Gouvernement dans l'arrêté d'octroi de la subvention.

§ 7. Par l'octroi de la subvention, les opérateurs marquent leur accord pour la diffusion par la Communauté française des outils EVRAS qui auraient été créés dans le cadre de l'appel à projets.

§ 8. Dans le cas où un ou plusieurs outils auraient été produits dans le cadre de l'octroi de la subvention, l'opérateur devra rendre, dans la mesure du possible, ces outils accessibles sous un format numérique.

CHAPITRE VII. — *De l'évaluation de la mise en œuvre des projets et de l'appel à projets*

Art. 10. Le Gouvernement détermine les modalités d'évaluation des projets sélectionnés et exécutés et évalue les résultats de l'appel à projets tous les quatre ans à partir de 2025.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} février 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 639-1 – Amendement(s) en séance, n° 639-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 639-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 31 janvier 2024.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001405]

1 FEBRUARI 2024. — Decreet inzake subsidiëring van EVRAS-activiteiten gericht op jongeren (1)

Het Parlement heeft het volgende aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Doel en definities*

Artikel 1. Het doel van dit decreet is de voorwaarden vast te leggen voor de subsidiëring van activiteiten op het gebied van relationele, emotionele en seksuele opvoeding (EVRAS) in de jeugdsector.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° samenwerkingsakkoord: het samenwerkingsakkoord van 7 juli 2023 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de veralgemening van de relationele, emotionele en seksuele opvoeding;

2° EVRAS-activiteiten: zoals gedefinieerd in artikel 2, 2°, van het samenwerkingsakkoord;

3° EVRAS voor jongeren: elke EVRAS-activiteit, zoals gedefinieerd in artikel 2, 2°, van het samenwerkingsakkoord, evenals de verwezenlijking van specifieke EVRAS-instrumenten, ten voordele van jongeren in erkende jeugdorganisaties en jeugdgroepen, erkend in het kader van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan jeugdorganisaties en ontmoetingscentra, verblijfscentra en jongereninformatiecentra die erkend zijn overeenkomstig het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, ontmoetingscentra, verblijfscentra en jongereninformatiecentra en hun federaties;

4° EVRAS: zoals gedefinieerd in artikel 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord;

5° EVRAS-gids: zoals gedefinieerd in artikel 2, 9°, van het samenwerkingsakkoord;

6° jeugdoperatoren, te weten:

a) erkende jeugdorganisaties en jeugdgroepen die erkend zijn krachtens het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan jeugdorganisaties;

b) jongerencentra die erkend zijn krachtens het decreet van 20 juli 2000 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, ontmoetingscentra, verblijfscentra en jongereninformatiecentra en hun federaties;

7° specifieke EVRAS-instrumenten: leermiddelen ter ondersteuning van EVRAS-activiteiten en/of opleiding voor EVRAS-animatoren.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie van jaarlijkse oproepen tot het indienen van projecten*

Art. 3. § 1. De regering lanceert een jaarlijkse projectoproep, getiteld "EVRAS bij de jeugd", om de implementatie van activiteiten voor opvoeding inzake relationeel, emotioneel en seksueel leven (EVRAS) bij jeugdoperatoren aan te moedigen.

§ 2 De Regering stelt de procedure en de details van de projectoproep vast.

HOOFDSTUK III. — *Begunstigden*

Art. 4. § 1. In het kader van de oproep tot het indienen van projecten kunnen subsidies worden toegekend:

1° aan operatoren met het "EVRAS"-label als bedoeld in artikel 9, § 1, van het samenwerkingsakkoord;

2° jeugdoperatoren, voor zover deze een beroep doen op een partnerschap met één of meerdere operatoren met het label "EVRAS" zoals bedoeld in artikel 9, §§ 1 en 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord.

§ 2 De in de eerste paragraaf, 2°, bedoelde operatoren verbinden zich ertoe te zorgen voor een beveiligde verwerking van de gegevens die in het kader van hun activiteiten kunnen worden ingezameld en deze gegevens niet om commerciële doeleinden te gebruiken.

HOOFDSTUK IV. — *Projecten*

Art. 5. § 1. Om in aanmerking te komen voor een subsidie in het kader van de jaarlijkse oproep tot het indienen van projecten, moeten de projecten binnen ten minste een van de volgende actielijnen vallen:

1° EVRAS-activiteiten verwezenlijken die ten minste een van de volgende activiteiten omvatten:

a) EVRAS-animaties: "EVRAS-animatie" zijn alle activiteiten die voor het publiek worden uitgevoerd door jeugdoperatoren of andere organisaties waarbij jongeren rechtstreeks betrokken zijn, met uitzondering van de onderwijssector, en die aansluiten bij een of meer van de in artikel 3 van het samenwerkingsakkoord omschreven doelstellingen en bij een of meer van de in artikel 4 van het samenwerkingsakkoord vermelde thema's en alle in dat artikel vermelde inhoud;

b) EVRAS-animatorenopleiding: elke activiteit zoals gedefinieerd in artikel 16 van het samenwerkingsakkoord die wordt uitgevoerd voor huidige of toekomstige vrijwillige of professionele animatoren binnen jeugdoperatoren en die gericht is:

i. ofwel op de bewustmaking voor EVRAS-uitdagingen;

ii. ofwel op de terbeschikkingstelling van instrumenten, vaardigheden en kennis om een of meer van de doelstellingen te benaderen bedoeld in artikel 3 en een of meer thema's en alle inhoud bedoeld in artikel 4 van het samenwerkingsakkoord;

iii. ofwel op de onder i) en ii) bedoelde activiteiten;

2° de ontwikkeling van specifieke EVRAS-instrumenten: dit kan de ontwikkeling van bestaande instrumenten of de creatie van nieuwe inhoud.

§ 2 In voorkomend geval bepaalt de regering een jaarlijkse prioriteitsoriëntatie die door de operatoren moet worden gevolgd. Deze prioriteitsoriëntatie is gebaseerd op de analyse van eerdere oproepen tot het indienen van projecten of is gebaseerd op opkomende maatschappelijke kwesties.

HOOFDSTUK V. — *Ontvankelijkheid en selectie van projecten*

Art. 6. Om in aanmerking te komen voor de projectoproep moet het projectpresentatiedossier de volgende elementen bevatten:

- 1° Identificatie en contactgegevens van de operator die het project uitvoert, een presentatie van de operator en zijn maatschappelijke doel;
- 2° een gedetailleerde presentatie van het project, met inbegrip van:
 - a) de algemene doelstelling;
 - b) de geplande acties;
 - c) de prioriteit of prioriteiten voor actie waaronder de acties vallen;
 - d) de methodologie die is ontwikkeld om de acties uit te voeren;
 - e) het tijdschema voor de verschillende fasen van het project;
 - f) een specifieke benadering van het publiek;
 - g) het doelpubliek en de geografische dekking van de geplande acties;
 - h) het type begeleiding dat wordt aangeboden;
 - i) de relevantie van het project voor de EVRAS-doelstellingen, zoals uiteengezet in artikel 3 van het samenwerkingsakkoord;
 - j) de betrokkenheid van jongeren bij het project;
 - k) het innovatieve karakter van het project;
 - l) de verwachte impact en indicatoren voor het beoordelen van de reikwijdte en effectiviteit van de acties;
 - m) een beschrijving van het team en de vaardigheden waarop de acties van de operator gebaseerd zijn;
 - n) een voorlopige inkomsten- en uitgavenbegroting voor het project, tezamen met het aangevraagde subsidiebedrag;
 - o) voor de operatoren bedoeld in artikel 4, § 1, 2°: identificatie van de aanbieder(s) van partnerdienstverleners die houder is (zijn) van het label;
 - p) indien een partnerschap wordt overwogen: schriftelijke bevestiging van de partnerschapsovereenkomst tussen de partnerverenigingen, in de vorm van een partnerschapsovereenkomst volgens het door de overheid verstrekte model.

3° alle projecten bevorderen voor het streven naar vrije en geïnformeerde keuze, de strijd tegen uitsluiting, de afwijzing van dogmatisme en alle vormen van discriminatie, gendergelijkheid en de verdediging van democratie en burgerschap.

4° de operator moet aantonen dat het project van buitengewone aard is ten opzichte van de dagelijkse en terugkerende activiteiten van de kernactiviteiten van de operator zoals vastgelegd in zijn vierjarenplan of zijn traditionele accreditatieopdrachten

Art. 7. Elke operator mag slechts één project indienen in het kader van de oproep tot het indienen van projecten.

Art. 8. § 1. Projecten worden geanalyseerd op basis van de volgende selectiecriteria:

- 1° of het project voldoet aan de kadervoorwaarden van de oproep tot het indienen van projecten (doelstellingen, EVRAS-doelstellingen, doelgroep en type activiteiten);
- 2° de geschiktheid van het project, d.w.z. de relevantie en verwachte impact;
- 3° de volwassenheid van het project, d.w.z. de organisatiemethoden, het type management en de indicatoren die worden gebruikt om de reikwijdte en effectiviteit van de ontwikkelde acties te beoordelen;
- 4° het coöperatieve karakter van het project en de betrokkenheid van jongeren erbij;
- 5° begrotingsanalyse, d.w.z. of het gevraagde bedrag overeenkomt met de kosten van de geplande activiteiten.

§ 2 De regering kan bijkomende voorwaarden opleggen waaraan de operator wiens project gesubsidieerd wordt, moet voldoen.

HOOFDSTUK VI. — *Projectfinanciering*

Art. 9. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten dient de toegekende subsidie ter dekking van de organisatiekosten van de gesubsidieerde activiteiten, met inbegrip van, in voorkomend geval, de uitgaven van de EVRAS-labeldienstverlener voor jongeren, op voorwaarde dat het project is geselecteerd in het kader van deze oproep tot het indienen van projecten, en niet van de structurele werking van de organisatie.

§ 2 Het maximumbedrag van de subsidie is zeventienhonderd euro. De regering kan dit bedrag aanpassen in functie van de beschikbare begrotingsmiddelen.

Het bedrag van de subsidie mag niet hoger zijn dan de werkelijke kosten van het project.

Als er onvoldoende fondsen beschikbaar zijn, wordt het bedrag van de subsidies proportioneel verminderd.

§ 3 Financiële steun kan de volgende kosten dekken:

- 1° personeelskosten in verband met de ontwikkeling van het project, voor zover deze gedeeltelijk worden gedragen door de operator zelf of door een andere subsidiërende instantie;
- 2° werkingskosten die uitsluitend verband houden met de ontwikkeling van het project:
 - a) administratieve kosten;
 - b) regiekosten;
 - c) huurkosten voor de faciliteiten die nodig zijn om het project te organiseren;
 - d) kosten voor het huren van apparatuur en materialen die nodig zijn om het project te organiseren;
 - e) specifieke verzekeringskosten voor de organisatie van het project;
 - f) reiskosten voor begeleidend personeel.

§ 4 Naast kosten die geen verband houden met de uitvoering van de voorgestelde actie, worden kosten die niet in de voorlopige begroting zijn opgenomen en kosten die zijn gemaakt voordat de subsidie is toegekend, niet in aanmerking genomen:

- 1° uitgaven buiten de EU-lidstaten en EER-landen;
- 2° de kosten van geïnvesteerd kapitaal;
- 3° voorzieningen voor potentiële toekomstige verliezen of verplichtingen;
- 4° rentelasten;
- 5° schulden;
- 6° dubieuze vorderingen;
- 7° wisselkoersverliezen;
- 8° bijdragen in natura;
- 9° buitensporige of ondoordachte uitgaven.

§ 5 De operator mag andere subsidies ontvangen als onderdeel van zijn project. Uitgaven die al elders zijn gesubsidieerd, mogen echter niet worden ingediend als bewijs van subsidiabele uitgaven.

§ 6 De voorwaarden van de toegekende financiële steun worden bepaald door de regering in het besluit dat de subsidie toekent.

§ 7 Door de toekenning van de subsidie stemmen de operatoren in met de verspreiding door de Franse Gemeenschap van de EVRAS-instrumenten die in het kader van de projectoproep zouden worden gecreëerd.

§ 8 Als een of meer instrumenten zijn geproduceerd als onderdeel van de subsidie, moet de operator deze instrumenten zoveel mogelijk digitaal toegankelijk maken.

HOOFDSTUK VII. — *Evaluatie van de projectuitvoering en de oproep tot het indienen van projecten*

Art. 10. De regering zal bepalen hoe de geselecteerde en uitgevoerde projecten moeten worden beoordeeld en zal de resultaten van de oproep tot het indienen van projecten vanaf 2025 om de vier jaar evalueren.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 1 februari 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 639-1 – Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 639-2
- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 639-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 31 januari 2024.

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/200913]

17. MAI 2023 — **Erlas der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der in Artikel D.I.6 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung erwähnten Beschwerdekommision**

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, Artikel D.I.6, abgeändert durch das Dekret vom 21. November 2022;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, Artikel R.I.6-4 Absatz 4 eingefügt durch den Erlas der Regierung vom 19. Dezember 2019;

Auf Vorschlag des für Raumordnung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in der Anlage zum vorliegenden Erlas enthaltene Geschäftsordnung der in Artikel D.I.6 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung erwähnten Beschwerdekommision wird genehmigt.